

Une semaine meurtrière sur nos routes

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5737 - Mercredi 28 septembre 2022 - Prix : 10 DA

La consommation nationale en carburants a atteint 15,6 millions tonnes

Produits pétroliers : l'Algérie est en autosuffisance

Page 3

Alger

Ouverture officielle du lycée national des arts Ali-Maâchi

Page 7

Déjà en guerre ou encore en paix ?

Par Mohamed Habili

Il y a déjà bien sûr la guerre en Europe, et bientôt une circonstance aggravante, avec quoi il faudra de toute façon compter : l'hiver, souvent rude sur ce continent. Quand il aura vraiment débuté, il y aura pour ainsi dire deux Europe, une qui sera dans l'ensemble bien chauffée, et une autre qui le sera moins bien, essentiellement pour cause de pénurie d'énergie. Celle-ci ne sera pas due à des difficultés d'approvisionnement pour fait de guerre, mais aux sanctions prises par l'Union européenne contre la Russie pour son invasion de l'Ukraine. Cette Europe risque de ne pas être seulement mal chauffée, mais de souffrir carrément du froid, à plus forte raison si la saison se veut inégalement. Dans ce cas, les réserves de gaz, à leur plus haut point pour l'heure, si bien que les prix ont baissé, auront tendance à diminuer rapidement, avec la possibilité d'une grande pénurie au cœur d'un hiver réfrigérant. Les Russes eux de toute façon seront bien au chaud, de même que les Ukrainiens, si toutefois les approvisionnements russes se poursuivent, ce scénario étant d'ailleurs le plus probable, vu que l'invasisseur russe menace de toutes les armes mais pas de celle-là.

Suite en page 3

Sommet arabe d'Alger

Le Président Tebboune adresse une invitation au Roi du Maroc



Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a remis, hier à Rabat, une lettre d'invitation adressée par le président de la République au Roi du Maroc Mohammed VI pour participer aux travaux du 31^e Sommet arabe, prévu les 1^{er} et 2 novembre prochain à Alger. [Page 2](#)

Pour développer l'industrie navale

Coopération ministérielle entre l'industrie et la pêche

Page 2

Capacités d'accueil

Le tourisme à Ghardaïa se renforce

Page 4

Sommet arabe d'Alger

Le Président Tebboune adresse une invitation au Roi du Maroc

■ Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a remis, hier à Rabat, une lettre d'invitation adressée par le président de la République au Roi du Maroc Mohammed VI pour participer aux travaux du 31^e Sommet arabe, prévu les 1^{er} et 2 novembre prochain à Alger.

Par Massi Salami

La lettre d'invitation a été réceptionnée, au nom du Roi, par le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita. Abderrachid Tabi a remis la lettre d'invitation en sa qualité d'envoyé spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Pour

Préparatifs du Sommet arabe Le ministre de la Communication reçoit le DG de l'ASBU

LE MINISTRE de la Communication, Mohamed Bouslimani, a reçu, hier à Alger, le directeur général de l'Union de radiodiffusion des Etats arabes (ASBU), Suleiman Abdel Rahim, accompagné du directeur général du Centre arabe d'échange d'informations et de programmes, Mohcine Slimani, avec lesquels il a passé en revue les derniers préparatifs du Sommet arabe, prévu les 1^{er} et 2 novembre à Alger, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, M. Bouslimani a mis en avant «la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer le succès de ce sommet, à travers la mise en place de tous les moyens et équipements à la disposition des journalistes algériens et étrangers accrédités pour couvrir cet événement important, et leur faciliter le travail», ajoutant que «ce sommet sera exceptionnel à tous les niveaux, avec un travail de coordination conjoint». De son côté, le DG de l'ASBU a souligné que son instance était «prête à contribuer à une couverture exhaustive des travaux du Sommet arabe d'Alger, à travers tous les pays arabes», indiquant dans ce contexte que «l'ASBU œuvre dans ce cadre en coordination avec tous les médias concernés à garantir une bonne préparation pour une couverture optimale de cet événement d'envergure». La rencontre a par la suite été élargie à «tous les directeurs des institutions médiatiques publiques audiovisuelles en Algérie, en plus des représentants de l'ASBU, pour évaluer les derniers préparatifs techniques et artistiques avant une visite au Centre international de conférences (CIC) prévue le soir».

R. N.

rappel, l'Algérie avait annoncé, en août dernier, par la voix de son ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, la rupture de ses relations diplomatiques avec le Maroc sur fond d'actes hostiles de longue date perpétrés par Rabat contre l'Algérie.

Le prochain Sommet arabe d'Alger recèle tous les atouts pour être une grande réussite. Lundi, c'est le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a confirmé sa présence au Sommet, saluant la contribution «exceptionnelle» de l'Algérie à la diplomatie mondiale multilatérale. Auparavant, des souverains et chefs d'Etat arabes ont accueilli favorablement l'invitation du président de la République à prendre part à ce 31^e Sommet. «Les envoyés spéciaux du président de la République ont sillonné, des jours durant, les capitales des pays arabes où plusieurs dirigeants leur ont confirmé leur participation au Sommet et leur volonté de concourir à sa réussite pour sortir avec des résultats à la hauteur des aspirations des peuples arabes». D'une grande symbolique et reflétant les engagements de l'Algérie, la première invitation à prendre part au Sommet d'Alger a été adressée au président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas. Cela renseigne sur la place centrale qu'occupera la cause



Ph.D. R.

Palestinienne dans l'ordre du jour de ce Sommet. En fait, le ministre des Affaires des AE, Ramtane Lamamra, a remis au président palestinien, au Caire, la lettre d'invitation du président de la République pour participer au Sommet. Mahmoud Abbas avait exprimé, lors de cette audience, «ses remerciements» au Président Tebboune pour son «soutien permanent à la cause palestinienne», réaffirmant, par la même occasion, «sa détermination à participer

au Sommet et à concourir à la réussite de ses travaux à travers la réalisation de conclusions qualitatives». Pour rappel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réuni, le 5 juillet dernier, à Alger, le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas et le chef du bureau politique du Hamas, Ismaïl Haniyeh, une rencontre historique qui intervient après un froid de plusieurs années. Outre la question palestinienne, de nom-

breux enjeux et défis attendent ce sommet, qui intervient dans une conjoncture difficile, autant au plan régional qu'international. S'exprimant lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale, le Président Tebboune a précisé que le prochain Sommet arabe «sera un succès dans la mesure où l'Algérie n'a aucune autre intention derrière l'organisation de ce sommet que d'œuvrer pour l'unification des rangs arabes».

M. S.

Pour développer l'industrie navale Coopération ministérielle entre l'industrie et la pêche

Pour accompagner le programme de modernisation et de renforcement des moyens de production de la pêche et des productions halieutiques par la production nationale, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, et celui de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi, ont procédé à la signature de deux accords de coopération entre les deux secteurs.

Un communiqué du ministère de l'Industrie a indiqué que le premier accord porte sur le développement de la fabrication et de la réparation des navires de pêche, l'agrément et la légalisation de l'activité de construction et de réparation de navires de pêche pour soutenir l'aquaculture, la fabrication d'appareils de propulsion moteurs et leurs accessoires, équipements de pêche et appareils de navigation, développer un écosystème de manutention dans le domaine de la construction et de la réparation des navires de pêche et de la production de pièces de

rechange, encourager l'industrie manufacturière et valoriser les produits de la pêche, en plus de renforcer la coopération dans le domaine de la recherche scientifique et le développement technologique. Quant au second accord, l'Assemblée générale des mécaniciens «AGM» et la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture réunissent un cadre de partenariat entre les deux parties qui vise principalement à accompagner les professionnels du secteur de la Pêche à moderniser et renforcer les moyens de production par le développement de l'industrie de la construction, de la réparation et de l'entretien des navires de pêche de capacités nationales, la fabrication de pièces de rechange et de moteurs propulsion et accessoires pour les navires de pêche et les navires de soutien pour l'aquaculture, contribution à la normalisation de ateliers de construction et de réparation navale, fabrication d'amarrages et équipements de halage hors de l'eau pour les

navires de pêche, développement de l'industrie aquacole, notamment les cages flottantes. Dans son allocution à l'occasion, Ahmed Zeghdar a expliqué que les deux accords s'inscrivent dans le cadre des orientations du gouvernement visant à développer les moyens de production, réduire les importations et valoriser le produit national, soulignant la signature d'accords similaires avec d'autres concessionnaires industriels, visant à développer cette filière. Il a également évoqué le programme du ministère de l'Industrie pour développer l'industrie navale en Algérie, soulignant la préparation d'un texte initial réglementaire pour encadrer cette activité afin d'attirer et motiver les investisseurs dans le domaine de la construction navale. Le ministre a mis l'accent sur la nécessité de créer un tissu de manutention, qui est un axe pour l'avancement de cette division, dont la mission est de fabriquer les intrants de l'activité de construction navale, à base de produits chimiques

tels que les résines et graisses et autres pièces techniques complexes telles que les moteurs et les équipements électroniques utilisés dans la navigation et la pêche, avec la possibilité de bénéficier d'exonérations douanières et fiscales sur les matières premières acquises par les entrepreneurs, qu'ils soient locaux ou importés. Zeghdar a souligné que les entreprises publiques et privées s'efforcent d'être un modèle d'entreprises performantes qui peuvent être une nouvelle source de soutien à l'économie nationale grâce aux services qu'elles fournissent pour la fabrication et l'entretien de divers types de navires. Reconnaissant les limites des produits des entreprises en termes de diversité et de densité, et que l'industrie de la construction navale n'est pas facile et demande un grand professionnalisme, le ministre a souligné qu'elle nécessite des efforts intensifiés pour atteindre le niveau des aspirations de l'économie nationale. **Louisa A. F.**

45 morts dans des accidents de la circulation

Une semaine meurtrière sur nos routes

■ Malgré les nombreuses campagnes de sensibilisation quant au phénomène d'insécurité routière et les risques du non-respect du code de la route, chaque semaine, le nombre d'accidents et des victimes augmente et donne froid dans le dos.

Par Thinhinane Khouchi

Le phénomène des accidents de la route prend des proportions alarmantes. Chaque jour, des personnes perdent la vie derrière le volant. Cette semaine seulement (du 18 au 24 septembre), 45 personnes ont trouvé la mort et 1 245 autres ont été blessées suite à 1 064 accidents de la circulation enregistrés à travers le pays, a indiqué, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Djinet, avec 9 personnes décédées sur les lieux de l'accident et 7 autres blessées suite à 4 accidents de la route. Malheureusement, les bilans de la Protection civile demeurent toujours aussi choquants. Pour le commissaire-divisionnaire Rachid Ghazli, sous-directeur de la sécurité routière à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), «les effroyables bilans des accidents de la route doivent interpeller tout le monde». Il avait indiqué, lors d'un récent entretien, qu'*«afin de lutter contre ce phénomène, un texte de loi est déjà finalisé avec la contribution de tous les départements, dont la DGSN, et qui sera bientôt promulgué»*. Il a ajouté qu'*«il est temps d'appliquer des mesures coercitives pour lutter contre ce fléau qui tue notre jeunesse»*. Pour les sept premiers mois de l'année en cours, les



services de la DGSN ont enregistré 13 800 accidents de circulation sur le territoire national, causant la mort de 1 992 personnes, dont la plupart sont des jeunes de 15 à 30 ans, a-t-il indiqué. Au niveau urbain, le bilan est aussi macabre, a signalé Ghazli. En dépit du recul du nombre d'accidents de la route, celui des décès a augmenté de 7 %, a-t-il précisé. «*Quel que soit le taux sur la baisse des accidents, quel que soit le taux sur la baisse du nombre de blessés, on dit toujours qu'on a échoué en tant que société sur le plan de*

la prise en charge de la sécurité routière, tant que le nombre de décès reste important», a-t-il regretté. Enfin, il est à rappeler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait affirmé, lors d'une réunion du Conseil des ministres, que les accidents de la route exigeaient une solution coercitive compte tenu des proportions qu'a pris ce phénomène récemment, soulignant la nécessité d'appliquer les peines les plus lourdes pour les cas de non-respect avéré du code de la route, une infraction qualifiée de

crime, ainsi que le contrôle technique des véhicules de transport tous les trois mois. Le président avait mis l'accent sur le renforcement du contrôle sur les sociétés de transport par bus, à travers l'impérative rotation des conducteurs pour les longs trajets et le retrait du registre du commerce aux sociétés contrevenantes, outre l'application des peines les plus lourdes à l'encontre des parties impliquées dans la délivrance du permis de conduire aux candidats non qualifiés.

T. K.

La consommation nationale en carburants a atteint 15,6 millions tonnes

Produits pétroliers : l'Algérie est en autosuffisance

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil, a indiqué, hier, que la consommation nationale en carburants a atteint en 2021 une quantité totale de 15,6 millions de tonnes.

Il a affirmé, à cet effet, que le pays est en autosuffisance en matière de production de produits pétroliers.

S'exprimant à l'émission «L'heure du mardi» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Nadil a affirmé que la consommation nationale en carburants a «connu une hausse en 2021, atteignant 15,6 millions de tonnes, dont 9,7 millions de tonnes de gasoil, 3,6 millions de tonnes d'essence et 1,3 million de tonnes de GPLC (gaz de pétrole liquéfié carburant)». Cette consommation comprend aussi plus d'un million de tonnes de GPL, a ajouté le président de l'ARH, assurant que le pays

n'avait pas importé de carburants depuis l'année 2020. Dans de précédents bilans, l'ARH avait annoncé une consommation de carburants de 12,59 millions de tonnes en 2020 et de 14,4 millions de tonnes en 2019. «*Si l'activité économique reprend normalement dans les prochains mois, on aura besoin peut-être d'un petit appoint d'importation de gasoil de 300 000 à 400 000 tonnes. Cette quantité reste très insignifiante par rapport à la consommation annuelle»*, a expliqué M. Nadil. Le président de l'ARH a fait savoir également que le Groupe Sonatrach est en train de développer des procédés pour faire augmenter la production de gasoil en Algérie, qui devraient aboutir dans six à huit mois. «*Ces procédés techniques vont réduire davantage le recours à l'importation»*, a-t-il relevé. Aussi, l'entrée en production de la raffinerie de Hassi

Messaoud permettra de disposer d'un surplus de production de gasoil, a fait savoir le président de l'ARH. Saluant les efforts fournis par Sonatrach et Naftal, notamment dans la généralisation de l'essence sans plomb, qui avait remplacé toutes les autres qualités d'essence depuis juillet 2021, il a qualifié cette opération de «réussie» et qui avait permis d'économiser d'importants montants en devises. Evoquant la consommation nationale du GPLC, M. Nadil a fait état d'un nombre de 850 000 véhicules convertis au GPLC, dont plus de 50 000 durant le 1^{er} semestre 2022, tandis que la consommation nationale en GPLC est de 1,3 million tonnes en 2021. S'agissant des missions et attributions de l'ARH, M. Nadil a évoqué un «*texte en cours d'élaboration devant permettre à l'Autorité de disposer de la prérogative de décider de l'emplacement des stations de*

services sur la base d'un plan d'aménagement et d'étude de marché», et ce, pour éviter, a-t-il expliqué, la concentration de ces stations sur certaines wilayas.

2750 stations de service actives à l'échelle nationale

Selon les chiffres de l'ARH, il existe, à ce jour, 2 750 stations de services à l'échelle nationale, dont plus de 1 400 relevant du secteur privé et le reste appartenant à Naftal. Au 1^{er} semestre 2022, l'ARH a accordé des autorisations pour l'ouverture de 28 nouvelles stations, a fait savoir M. Nadil, indiquant qu'un nombre de 120 à 125 dossiers de demandes d'autorisations pour l'ouverture de nouvelles stations-service sont en cours d'examen. Le président de l'ARH a plaidé pour la révision de la marge bénéficiaire des prix des

LA QUESTION DU JOUR

Déjà en guerre ou encore en paix ?

Suite de la page une

Les grandes victoires militaires de la Russie sont associées à l'hiver, terrible dans ce pays, une première fois contre l'envahisseur français, une deuxième contre l'envahisseur nazi. Le général Hiver a été dans les deux cas le meilleur atout des forces russes. Mais alors la guerre se déroulait sur son sol. Ce qui n'est pas tout à fait le cas aujourd'hui. L'Europe peut certes demander des sacrifices à ses populations dans des situations sortant de l'ordinaire. Encore faut-il que ses dirigeants appellent un chat un chat. Est-elle en guerre, ne l'est-elle pas ? Si elle l'est, ses peuples s'en feront une raison. Si elle ne l'est, et officiellement elle ne l'est pas, ces mêmes peuples pourront mal le prendre. Ils pourront même se révolter si leurs conditions de vie se dégradent dangereusement. En Russie aussi, les choses ne se présentent pas bien à tous égards, il s'en faut, même si ce n'est pas le froid que les Russes ont le plus à craindre. Le fait de dire qu'on n'est pas en guerre puis de décréter la mobilisation, de but en blanc, serait-elle partielle, suscite ici et là dans le pays des réactions de rejet, et d'autres peut-être seulement d'incompréhension. Pour le moment, les seuls qui ne se posent pas la question de savoir s'ils sont déjà en guerre ou encore en paix, ce sont les Ukrainiens, qu'ils relèvent d'ailleurs de Kiev ou de Moscou. Eux tous savent qu'ils vont en voir de toutes les couleurs, indépendamment du niveau des températures. Une guerre préventive n'est pas nécessairement mobilisatrice. Une invasion, si. Les Ukrainiens partisans de Kiev n'ont plus le choix, il faut qu'ils se défendent. On peut en dire autant des Ukrainiens prorusses, menacés aussi bien dans leur liberté que dans leur vie par les premiers. Tous les autres, qu'ils soient Ukrainiens, Russes ou Européens sont dans le flou et l'expectative. Ils en sont encore à se demander où ils en sont : déjà en guerre ou encore en paix. Voilà qui en effet n'est pas très mobilisateur. Mais si l'hiver est très froid, et qu'ils aient du mal à se procurer l'antidote, force leur sera d'admettre qu'ils sont bien en guerre. M. H.

carburants, qui ne permet, selon lui, que de «*couvrir les charges*» des stations-service, estimant que «*l'augmentation des prix de quelques centimes sera suffisante*». Par ailleurs, M. Nadil a annoncé que l'ARH va recruter plus d'une centaine d'ingénieurs et de techniciens, en vue d'étendre ses services de contrôle. L'ARH compte aussi se doter d'un grand siège central et de trois directions régionales à Hassi Messaoud (Ouargla), à Skikda et à Arzew, qui verront le jour en début d'année prochaine.

Meriem Benchaouia

Capacités d'accueil

Le tourisme à Ghardaïa se renforce

■ Les capacités d'accueil dans le domaine du tourisme dans la wilaya de Ghardaïa se sont renforcées cette année par la mise en service de cinq nouveaux établissements d'hébergement d'une capacité de 283 lits, a affirmé, hier, le directeur local du tourisme et de l'artisanat (DTA).

Par Hamdi K.

Exprimant en marge de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, le directeur du tourisme et de l'artisanat (DTA) de la wilaya de Ghardaïa, Saâd Meriah, a indiqué que la mise en exploitation de cinq nouveaux établissements d'hébergement privés d'une capacité de 283 lits intervient suite à l'instruction du président de la République portant la levée des contraintes sur les projets touristiques.

Considérée comme une destination touristique par excellence, la région de Ghardaïa dispose d'un patrimoine matériel et immatériel «atypique» d'exception qui constitue une source d'attractivité pour les touristes nationaux et internationaux, a soutenu M. Meriah, précisant que l'activité touristique reste la véritable locomotive de développement local durable qui, selon lui, mérite d'être «préservée et renforcée».

Riche en monuments historiques et architecturaux ainsi que de sites naturels et environnementaux, de grands efforts ont déjà été entrepris par les pouvoirs publics depuis des années pour le renforcement des infrastructures d'accueil de la région (hôtels, gîtes, maisons d'hôte, cafés, restaurants), et la mise à niveau des monuments et édifices historiques des Ksour de Ghardaïa, a souligné le DTA.

Les nombreux sites culturels, environnementaux et monuments funéraires constituent des atouts privilégiés pour la promotion d'un tourisme durable et por-

teur de richesses pour l'économie locale.

De par sa position stratégique (porte du Sahara), la wilaya de Ghardaïa peut s'enorgueillir d'être le lieu de la réconciliation d'un tourisme culturel et environnemental conformément à la Charte du tourisme durable élaborée aux Iles Canaries (Espagne) en avril 1995.

Composée de plusieurs Ksour ou cités millénaires en particulier la pentapole de la vallée du M'zab, les Ksour de Metlili, de Beriane, Guerrara, conçus magistralement par les aïeux sous forme architecturale d'«amphithéâtre» épousant le site rocaillieux en tenant compte du climat et des concepts religieux.

Ce modèle urbanistique et architectural des Ksour de la région de Ghardaïa avec toute sa diversité sociologique, dont s'est inspiré Le Corbusier (architecte, urbaniste et artiste franco-suisse), attire annuellement de nombreux touristes, universitaires et spécialistes en la matière.

De nombreux atouts attrayants

Outre un patrimoine architectural indéniable, classé patrimoine universel par l'Unesco ainsi que la vallée du M'zab qui fait la particularité de cette région zone et ne cesse de contribuer remarquablement à son essor socio-économique, ce produit touristique est appelé, plus que jamais, à être préservé et mis à niveau afin de pouvoir tirer profit de la stratégie nationale mise en œuvre pour la promotion du secteur du Tourisme et l'Artisanat.

Pour assurer un développement sûr du tourisme dans la région, un intérêt particulier doit être accordé à la valorisation et à la promotion du produit touristique local, avec un accent particulier sur la mise à niveau des infrastructures, a souligné Saïd Benkhefif, gérant d'un hôtel à Ghardaïa.

Pour nombre d'observateurs au fait de la chose touristique, les touristes sont devenus de plus en plus exigeants et en



quête de nouveaux produits souvent simples et combien authentiques, tels que l'écotourisme, un tourisme purement écologique, d'où la nécessité de créer des espaces dédiés à la villégiature et à la distraction.

La wilaya de Ghardaïa regorge également d'autres sites touristiques d'envergure comme la station thermale de Zelfana (70 km au sud/est de Ghardaïa) qui attire annuellement plus de 300 000 curistes et qui se veut incontestablement une valeur ajoutée sûre pour le tourisme dans toute la région.

Et au nord, dans la localité de Daïa Ben-Dahoua, réputée pour son artisanat, on peut trouver de nombreux vestiges anciens, dont des gravures rupestres qui constituent des sites attractifs pour les touristes étrangers.

Puissant instrument de développement dans l'économie locale de Ghardaïa, l'activité touristique et l'artisanat peuvent jouer un rôle stratégique de développement durable dans la région et permettre, par la même occasion, la promotion de la femme au foyer, notamment par la production artisanale.

60 000 visiteurs nationaux ont séjourné à Ghardaïa en 7 mois

L'attractivité de la région s'illustre, en outre, par les traditionnelles fêtes du tapis, du Mehri, du Mawlid El Nabi qui attirent chaque année des milliers de personnes.

Au sujet de l'accueil des touristes et visiteurs, la région offre des possibilités d'accueil appréciables, à travers la station thermale de Zelfana, et un tissu de structures d'hébergement constituées, dans les wilayas de Ghardaïa, de 37 structures hôtelières (classées et non classées) totalisant 2 947 lits, 31 agences de voyages et trois zones d'expansion touristique d'une superficie totale de 2 226 hectares.

Des professionnels mettent l'accent, pour leur part, sur l'impératif de renforcer la promotion de la destination du M'zab dans les différents salons touristiques internationaux, l'élaboration d'un guide touristique pour mettre en valeur les potentialités touristiques de la région, l'amélioration et la diversification des moyens

de distraction, le renforcement du volet culturel et patrimonial.

D'autre part, il convient de signaler que le tourisme interne demeure le principal marché émetteur de touristes pour la région de Ghardaïa, il a joué un rôle salvateur durant la crise Covid-19 et demeure un levier de relance post Covid-19.

Ceci a permis de maintenir une activité touristique à minima, selon les statistiques de la DTA, durant la saison touristique octobre 2021/mai 2022, où pas moins de 60 000 visiteurs nationaux ont séjourné dans les structures hôtelières de la wilaya de Ghardaïa contre 2 000 étrangers.

Puissant instrument de développement dans l'économie locale de la wilaya de Ghardaïa, la relance de l'activité touristique peut jouer un rôle stratégique de développement durable dans la région. La préservation, la protection et la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel, naturel et culturel de la wilaya de Ghardaïa peuvent offrir un cadre privilégié pour la mise en place d'une stratégie de création de richesses et d'emplois dans le sud du pays. H. K.

Entreprise/Télécommunications Algérie Télécom lance la version anglaise de son site web

Algérie Télécom a lancé, hier, son site web en langue anglaise, indique un communiqué de l'entreprise publique. «Les internautes anglophones pourront aisément accéder à l'actualité de l'entreprise et découvrir ses offres et services sur :

www.algeriatelecom.dz/en», précise le communiqué qui souligne qu'à travers cette action Algérie Télécom tend à satisfaire ses publics en leur offrant la possibilité de consulter son site web en plusieurs langues : l'arabe, le tamazight, le français, et désormais l'anglais. Avec ce lancement, Algérie Télécom confirme sa volonté d'être toujours plus proche, en s'ouvrant davantage à un public plus large, ajoute la même source. H. K.

M'sila

Réception de 11 groupes scolaires avant fin 2022

11 groupes scolaires répartis sur plusieurs communes de la wilaya de M'sila devraient être réceptionnés «avant la fin de l'année 2022», a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya. Les groupes scolaires au nombre de 11 répartis sur plusieurs communes de la wilaya de M'sila offriront un peu plus de 2 500 places pédagogiques au profit des populations des grandes agglomérations notamment, ont précisé les services de

la wilaya, expliquant que ces projets ont nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 250 millions de dinars.

En plus de l'allègement de la surcharge des classes en milieu urbain notamment, ces groupes scolaires contribueront à rapprocher les écoles des élèves résidant dans des quartiers nouvellement créés et à l'allègement du transport scolaire, selon la même source.

Pour rappel, il a été procédé au courant de la rentrée scolaire 2022-2023 à la concrétisation de plusieurs opérations dans le palier primaire, en l'occurrence la mise en service et l'équipement de neuf écoles primaires, la mise en service de 157 classes construites dans des établissements déjà fonctionnels, la réhabilitation de 17 écoles primaires et la rénovation de l'équipement scolaire au profit de plusieurs structures scolaires. Dans le

cadre de la solidarité, les autorités de la wilaya de M'sila ont procédé au versement des aides au profit de 104 000 élèves, mobilisant une somme de 520 millions de dinars, a-t-on encore noté.

Aussi, les écoliers de 694 écoles primaires bénéficient de repas chauds, et ce, dans le cadre des aides octroyées par le secteur de l'Education puisées de plusieurs sources, du budget de wilaya en particulier, a-t-on conclu. N.G.

Commerce

La cheffe de l'OMC prédit une «récession mondiale»

■ La directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce a prédit, hier, une «récession mondiale», alors que le monde est en proie à des «crises multiples». S'exprimant à l'ouverture du Forum public annuel de l'OMC à Genève, M^{me} Ngozi Okonjo-Iweala a souligné que l'Organisation s'attendait auparavant à une «reprise post-pandémie».



Par Salem K.

«**M**aintenant, nous devons faire face à ce qui ressemble à une récession qui approche»,

a-t-elle dit, avant de préciser qu'il s'agissait d'«une récession mondiale». «Je pense que c'est vers cela que nous nous dirigeons. Mais en même temps, nous devons commencer à penser à la reprise. Nous devons rétablir la

croissance», a-t-elle assuré. Elle a néanmoins souligné que la situation était «très difficile», le monde faisant face à «des crises multiples». Insécurité, chocs climatiques, hausse des prix des denrées, autant de «chocs exogènes simultanés qui fragilisent le monde», selon la patronne de l'OMC. Mais «nous devons réfléchir à ce que nous devons faire, aux politiques que nous devons mener pour restaurer la croissance», a-t-elle indiqué. A court terme, sa première inquiétude était de savoir «comment assurer la sécurité alimentaire dans le monde», a-t-elle également expliqué, se disant aussi préoccupée face aux questions d'accès à l'énergie. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) a nettement dégradé lundi sa prévision de croissance mondiale pour l'an prochain devant les effets plus

durables qu'anticipé du conflit en Ukraine et la hausse des taux d'intérêt des banques centrales pour contenir l'inflation. Commentant la hausse des taux directeurs, M^{me} Okonjo-Iweala a affirmé que «les banques centrales n'ont pas vraiment d'autre choix que de les augmenter en raison de l'inflation». Mais elle a souligné que ces hausses ont des effets «assez graves» sur les pays en développement qui vont voir le service de la dette s'alourdir. Elle a également insisté sur l'importance pour les banques centrales de bien déterminer si l'inflation est provoquée par la forte demande ou si la hausse des prix est liée à des raisons structurelles du côté de l'offre. «S'il s'agit de facteurs liés à l'offre sur lesquels vous n'avez pas de contrôle, continuer à augmenter les taux d'intérêt est contre-productif», a-t-elle averti. **S. K.**

France

Les employés de TotalEnergies en grève pour les salaires

Les salariés de TotalEnergies en France ont démarré hier une grève d'au moins trois jours, pour réclamer notamment une hausse de leurs salaires, à l'appel de la CGT, menaçant de bloquer l'approvisionnement des stations-service en carburants. «On appelle à ne sortir aucun produit des raffineries et de la pétrochimie, là où la CGT est implantée», a déclaré le délégué syndical central CGT du raffinage pétrochimie de TotalEnergies en France, Benjamin Tange. Parmi les principaux sites concernés, la bio-raffinerie de La Mède (Bouches-du-Rhône), les raffineries Normandie au Havre, de Donges (Loire-Atlantique), Carling (Moselle), Feyzin (Rhône) et Oudalle (Seine-Maritime), ainsi que les dépôts de carburants de Grandpuits (Seine-et-Marne) et de Flandres (Nord). Outre une «revalorisation salariale immédiate à hauteur de 10 % pour l'année 2022», la CGT réclame le «dégel des embauches» en France et «un plan massif d'investissements dans l'Hexagone», a rappelé M. Tange, soulignant que ces revendications avaient déjà été à l'origine de mouvements le 24 juin et le 28 juillet derniers. Une partie des employés touchent des salaires «extrêmement faibles et il y a besoin de les revaloriser à hauteur de ce que le groupe dégage comme bénéfices», a souligné le responsable syndical, qui espère «une mobilisation très forte», afin de continuer à peser les jours suivants. Outre des perturbations dans l'approvisionnement des stations en carburants, il a estimé que la production des raffineries pourrait connaître une baisse des débits de 20 à 30 %, en cas de forte mobilisation. TotalEnergies emploie en France 35 000 salariés, en comptant ses filiales. Une entrevue au niveau de la branche pétrole était prévue hier, raison pour laquelle le début du mouvement était prévu ce jour-là, principalement dans les sites pétroliers. Ils devraient être rejoints par les autres sites du groupe les jours suivants, avec en ligne de mire la journée d'action dans l'ensemble des secteurs économiques jeudi, à l'appel de la CGT et de Solidaires. **R. E.**

Pétrole

Le Brent dépasse les 85 dollars

Les prix du pétrole se redressaient hier avec un baril de Brent à 85,38 dollars, tirés par l'évolution de la situation en Ukraine. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre montait de 1,57 %, en début de matinée. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain pour livraison le même mois,

prenait 1,38 % à 77,77 dollars. Les cours du brut reprenaient leur souffle après une nouvelle séance en baisse la veille, conduite par les risques croissants de récession mondiale, ce qui ferait s'effondrer la demande. L'approche de l'entrée en vigueur de l'embargo de l'Union européenne sur les importations de pétrole russe le 5 décembre pro-

chain soutient les cours, ramenant les craintes d'un manque d'approvisionnement sur le devant de la scène. Un scénario fait aussi son chemin parmi les analystes : celui d'une nouvelle réduction de l'objectif de production total des membres de l'Opep+ lors de leur réunion du 5 octobre. Début septembre, l'alliance avait choisi de baisser ses

quotas de 100 000 barils par jour pour le mois d'octobre. Depuis la dernière réunion du groupe, les deux références mondiales du brut ont chuté d'environ 10 %, retrouvant leurs niveaux de janvier, bien loin des sommets enregistrés en mars, à 139,13 dollars pour le Brent et 130,50 dollars pour le WTI, au début de la crise en Ukraine. **Farid L.**

Gaz

Le gazoduc Nord Stream1 touché par deux fuites en mer Baltique

Le gazoduc Nord Stream1, reliant la Russie à l'Allemagne, est touché par deux fuites de gaz inexplicables en mer Baltique, ont indiqué, hier, les autorités danoises et suédoises, au lendemain de l'annonce d'une fuite dans le gazoduc parallèle Nord Stream2. Les deux gazoducs exploités par un consortium dépendant du géant russe Gazprom ne sont pas opérationnels à cause des conséquences de la crise en Ukraine. Mais tous

les deux étaient encore remplis de gaz. «Les autorités ont maintenant été informées qu'il y a eu deux autres fuites dans le gazoduc Nord Stream1, qui n'est pas non plus opérationnel, mais qui contient du gaz», a indiqué le ministre danois du Climat et de l'Energie, Dan Jorgensen, dans un communiqué. «Il est trop tôt pour dire quelque chose sur les causes des incidents», mais le haut responsable danois a annoncé relever le niveau de vigilance du secteur de l'électri-

cité et du gaz dans le pays nordique. Un porte-parole de l'autorité maritime suédoise a confirmé la détection des deux fuites, au large de l'île danoise de Bornholm.

Une des fuites sur Nord Stream1 s'est produite dans la zone économique exclusive du Danemark, l'autre dans celle de la Suède, selon les deux pays. Tout comme la fuite constatée la veille sur Nord Stream2, des mesures de sécurité ont été prises. La navigation dans un

rayon de cinq milles nautiques (environ 9 kilomètres), ainsi que leur survol dans un rayon d'un kilomètre sont interdits.

«Les incidents sur les deux pipelines n'ont aucune incidence sur l'approvisionnement du Danemark», a précisé M. Jorgensen. Lundi soir, l'opérateur des gazoducs Nord Stream 1 et 2 avait fait état d'une baisse de pression dans le premier gazoduc, après la détection d'une fuite dans le second. **N. T.**

Russie

Une récolte de céréales record attendue en 2022

Le président russe Vladimir Poutine a dit, hier, s'attendre à une récolte «record» de 150 millions de tonnes de céréales en Russie en 2022. «138,7 millions de tonnes de céréales ont déjà été récoltées (...) et les estimations préli-

minaires (pour 2022) s'élèvent déjà à 150 millions, dont 100 millions de tonnes de blé. Ce sera un record dans l'histoire de la Russie», a déclaré M. Poutine lors d'une réunion gouvernementale. La Russie, grande puissance céréalière, accuse depuis plu-

sieurs mois les pays occidentaux d'entraver ses exportations de produits alimentaires et d'engrais, estimant que cette situation crée un risque pour la sécurité alimentaire mondiale. Selon Moscou, si les sanctions prises par les Etats-Unis et l'Europe

pour punir la Russie suite à son conflit avec l'Ukraine ne visent pas directement le secteur agricole russe, elles gênent le financement et l'écoulement des exportations en ciblant des banques et des sociétés de transport. «Les livraisons de nos

céréales et de nos engrais à l'étranger restent (...) difficiles», a déploré, hier, M. Poutine. «Les sanctions contre la Russie risquent de conduire à une aggravation supplémentaire de la situation, à une crise alimentaire mondiale», a-t-il ajouté. **M. O.**

Enseignement supérieur

Un modèle national en 5 phases pour renforcer la contribution des étudiants à leur formation universitaire

■ Le ministère aspire «à approfondir et à renforcer la contribution des étudiants à leur autoformation, à la faveur des connaissances acquises tout au long de leur cursus de formation universitaire».

Par Faten D.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique aspire à étendre et à renforcer la contribution des étudiants à leur formation universitaire, à la faveur d'un modèle national en 5 phases obéissant à l'évaluation d'un jury mixte, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

Le ministère aspire «à approfondir et à renforcer la contribution des étudiants à leur autoformation, à la faveur des connaissances acquises tout au long de leur cursus de formation universitaire», note le communiqué, soulignant qu'il s'agit d'«une contribution susceptible d'optimiser leurs capacités à mener des initiatives intelligentes, et partant, créer des start-up, un aboutissement constituant l'un des indicateurs positifs attestant que la formation universitaire est sur la bonne voie».

Pour assurer l'adhésion des étudiants à cette démarche, il convient de trouver les meilleurs moyens de capter leur attention afin de les motiver à entreprendre des activités dans ce sens, ajoute le document.

Ainsi, une correspondance a été adressée aux recteurs des établissements de l'enseignement supérieur et de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement tech-

nologique (DGRSDT), les exhortant «à intensifier et à renforcer les initiatives et mesures de nature à optimiser la contribution des étudiants à leur formation universitaire, de manière à les habiliter à définir leur formation potentielle à travers l'exercice d'activités favorables à la promotion du civisme, de la citoyenneté et à l'ancrage des valeurs de coopération et de partage, outre la liberté d'initiative, l'autonomie et l'humanisme», a-t-on précisé.

Il s'agit aussi d'«instaurer la confiance entre les différents acteurs au sein de l'institution universitaire», selon la même source.

Le ministère a proposé, dans ce sens, «un modèle sur la possibilité de former un étudiant détenteur de 5 étoiles, de son propre gré, à la faveur d'une démarche répartie en cinq phases tout au long de son cursus de formation universitaire».

La démarche prévoit le couronnement de la phase d'évaluation pour chaque étape par une étoile, et une fois le cursus de formation universitaire terminé il est procédé à une évaluation des cinq phases par un jury mixte, composé de membres de la communauté universitaire et du secteur socio-économique.

Les cinq phases couvrent le parcours de formation de l'étudiant en licence et en master, en ce sens que la première étoile est accordée pour la performan-



ce académique, à savoir le classement de l'étudiant, la deuxième étoile est accordée pour ses interactions avec l'université, tandis que la troisième étoile sera décernée aux étudiants ayant développé leurs compétences professionnelles à l'instar des langues étrangères, de l'informatique, des outils de qualité, des pratiques sportives et culturelles, des jeux d'attention et de l'organisation de rencontres

pour débattre sur les sujets de l'entreprise. La quatrième étoile sera accordée à l'étudiant ayant suivi des formations à distance ou par le transfert de crédits à travers MOOC, le champ est justement vaste sur internet, notamment avec le programme «Erasmus», les déplacements académiques principalement vers le sud du pays. La cinquième étoile, quant à elle, sera remportée pour la participation, le

volontariat et l'intérêt aux causes sociales (bénévolat, visites des hôpitaux, assistance aux malades), mais aussi la coopération académique avec les instances agréées en Algérie.

Le ministère a également évoqué, dans son communiqué, la possibilité d'appliquer les mêmes procédures avec un léger changement pour le docteur.

F. D.

Rencontre

Nécessité d'un plan de cyber-sécurité dans les entreprises

Les entreprises et autres organismes privés et publics doivent se doter d'un plan de cyber-sécurité afin de se prémunir contre les cyberattaques, ont signalé, lundi à Tizi-Ouzou, des participants à une rencontre sur le digital.

Intervenant au premier DIGlday, organisé par l'université Mouloud-Mammeri à la faculté de droit et des sciences politiques de Boukhalfa, la cheffe de service Systèmes, au Centre des systèmes et réseau de cette université, Ghania

Oularbi, a relevé qu'«avec la transformation digitale, la sécurité des sociétés est remise en cause».

Observant un «développement» de la cybercriminalité (cyber attaques massives, fraude sur internet, perte de données sensibles) face à un niveau de protection des entreprises «nettement insuffisant», M^{me} Oularbi a souligné l'intérêt qu'ont les entreprises à se protéger en se dotant de plan de cyber sécurité.

«L'un des modèles les plus utilisés par les entreprises afin de se protéger de la

cybercriminalité, est celui appelé Triade qui est axé sur trois principes qui sont la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité. Il est utilisé par la majorité des entreprises pour mettre en place des contrôles et des politiques de sécurité», a-t-elle précisé.

Ghania Oularbi a ajouté que le plan de cyber-sécurité, pour lequel un budget doit être établi par l'entreprise, doit, entre autres, tracer des politiques et des normes de sécurité et des mesures de protection, dont l'établissement d'une

liste des applications autorisées, l'utilisation de systèmes d'exploitation et d'applications modernes.

Elle a aussi préconisé de limiter les privilèges d'accès aux actifs, identifier les risques et les classer, établir un audit de sécurité des systèmes qui permet d'identifier les vulnérabilités, déterminer des scénarios d'attaques, se doter d'un système de détection d'attaques avec des alertes et des notifications, et instaurer une culture interne de la cyber-sécurité.

Ali O.

Recommandations

Développer l'enseignement de la langue arabe dans les classes d'alphabétisation

Les participants au colloque national sur l'enseignement de la langue arabe dans la lutte contre l'analphabétisme, dont les travaux ont été clôturés lundi soir, à l'université «Abou-Bakr-Belkaid» de Tlemcen, ont plaidé pour encourager la recherche scientifique à développer l'enseignement de la langue arabe dans les classes d'alphabétisation.

Les recommandations de la rencontre ont porté notamment

sur l'encouragement des étudiants à s'engager dans la recherche scientifique académique sur les efforts déployés par l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes pour développer l'enseignement de la langue arabe dans les classes d'alphabétisation.

L'importance d'actualiser les manuels et les outils pédagogiques approuvés pour l'enseignement de cette frange, sur la

base d'études de terrain des chercheurs, a également été soulignée.

Il a été recommandé également la conclusion d'un accord de coopération entre l'Unité de recherche sur la réalité linguistique et le développement des études linguistiques dans les pays arabes de l'université «Abou-Bakr-Belkaid» de Tlemcen et l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes, en vue d'ou-

vrir la voie devant les chercheurs pour effectuer des études et se rapprocher de cette couche à travers les centres relevant de l'Office, d'une part, et d'impliquer les employés dans les choix des projets scientifiques adaptés aux besoins des inscrits dans les classes d'alphabétisation.

Les participants ont également appelé à la prise en considération de l'aspect fonctionnel des décisions de l'Office natio-

nal d'alphabétisation et d'enseignement des adultes en intégrant la catégorie des sourds-muets dans les plans de cet Office. Cette rencontre a été organisée par l'Unité de recherche sur la réalité de la linguistique et de développement des études linguistiques dans les pays arabes de l'Université «Abou-Bakr-Belkaid» de Tlemcen, avec la participation de chercheurs et d'enseignants universitaires.

R. S.

Alger

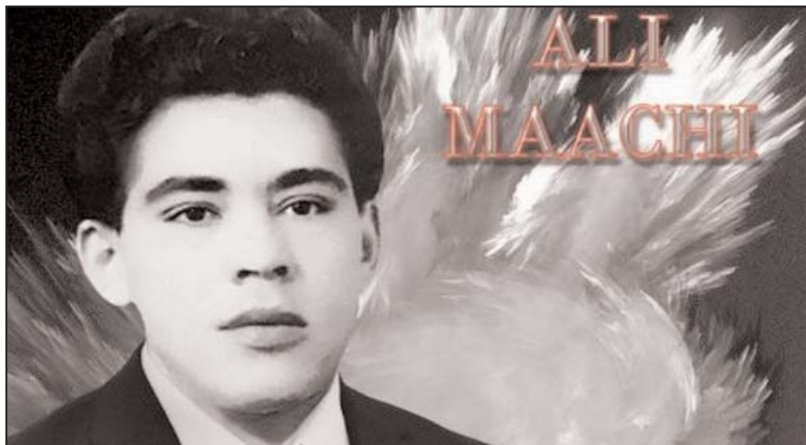
Ouverture officielle du lycée national des arts Ali-Maâchi

■ Le lycée national des arts «Ali-Maâchi», sis dans la commune d'El Biar (Alger), a été officiellement ouvert hier, à Alger, en présence du ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed et de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji.

Par Racim C.

La cérémonie d'ouverture a été rehaussée par la présence du conseiller du président de la République chargé des affaires de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, Noureddine Ghouali, du conseiller du président de la République chargé de la Culture et de l'Audiovisuel, Ahmed Rachedi, du wali d'Alger, Rabehi Abdennour, des autorités locales et de plusieurs responsables et directeurs d'établissements culturels et éducatifs. L'assistance a visité le nouvel établissement, premier du genre en Algérie, et écouté les explications données sur l'importance de cette structure. Le ministre de l'Éducation nationale a affirmé, à cette occasion, que le lycée, «à l'instar du reste des établissements éducatifs, a fait sa rentrée le 21 septembre», soulignant que «le début de la scolarité au sein de l'établissement vient en application des décisions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la création d'un

baccalauréat artistique». Pour ce faire, poursuit le ministre, «la filière des arts a été intégrée cette année, et vient s'ajouter aux six autres filières de l'enseignement secondaire», ajoutant qu'«elle prévoit quatre choix, à savoir la musique, les arts plastiques, le théâtre et l'audiovisuel. 157 élèves talentueux ont ainsi été sélectionnés à travers 52 wilayas». Le ministre a affirmé que «les élèves retenus pourront développer leurs talents au service de l'art et de l'économie». Cette visite, a ajouté le ministre, «a permis de constater que tout le nécessaire est assuré dans ce lycée, y compris la restauration et le transport scolaire aller-retour de et vers les sites d'hébergement dans les deux lycées Hassiba-Ben-Bouali et le lycée national des mathématiques Mohand-Mokhbi de Kouba, ou pour les déplacements vers les établissements relevant du ministère de la Culture». Pour la ministre de la Culture, ce lycée «est un acquis pour l'Algérie et pour son système éducatif», rappelant que le ministère «en sa qualité de partenaire dans ce



projet ambitieux, accompagnera la filière des arts en assurant tous les moyens humains et matériels pour un encadrement et une formation de qualité de la première promotion de bacheliers es Arts en 2024». «Un travail colossal a été effectué en collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale en vue

d'arrêter un programme de formation digne d'une école d'élite dans le domaine des arts, tant sur le plan théorique que pratique», a-t-elle souligné, ajoutant que «ce programme sera dispensé par des enseignants spécialisés relevant d'établissements sous tutelle du ministère de la Culture». «Le lancement de

cette filière, a poursuivi M^{me} Mouloudji, vise à former une génération d'artistes algériens imprégnés des composantes de l'identité nationale et répondant aux critères internationaux de l'art universel». Selon l'arrêté ministériel n° 37 du 14 avril 2022, fixant les filières de l'enseignement secondaire général et technique, la création de cette filière tend à «développer les talents artistiques des élèves et à leur inculquer une culture leur permettant de mieux appréhender les dimensions culturelle, historique et esthétique de la création artistique». «L'élève orienté vers cette filière «étudiera des matières spéciales dans le domaine artistique, affectée chacune d'un coefficient et d'un volume horaire spécial, ainsi que d'autres matières en commun avec les filières de la 2^e année secondaire. Ce parcours scolaire sera sanctionné par un baccalauréat d'enseignement secondaire dans l'un des quatre choix», selon l'arrêté ministériel. Le lycée a été baptisé du nom du chahid Ali Maachi, en hommage à cet artiste né en 1927 à Tiaret. Il était membre du Front de libération nationale (FLN) avant d'être arrêté, torturé et guillotiné en 1958 par l'occupation française.

Abla Selles

R. C.

Festival national du théâtre amateur de Mostaganem

Un public nombreux en ouverture

Un public nombreux était présent samedi à la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki de Mostaganem pour assister à la cérémonie d'ouverture de la 53e édition du Festival culturel national du théâtre amateur de la ville. Cet événement qui réunit les professionnels, amateurs et artiste en herbe autour du théâtre, se veut une occasion pour découvrir de nouveaux talents et assurer l'échange artistique entre les professionnels et les amateurs de théâtre.

Après deux ans d'absence en raison de la pandémie de Covid-19, cet événement revient au bonheur des amateurs qui l'attendaient avec impatience. La cérémonie d'ouverture de cette édition, dédiée au dramaturge

défunt Djamel Bensaber, a été marquée par la présentation d'un spectacle théâtral et musical de Mohamed Amine Chikh, avec la participation du comédien Belal Bendhabbia et des troupes théâtrales des associations «Ould-Abderrahmane-Kaki», «Théâtre El Moudja» et «Théâtre El Ichara». Lors de cette cérémonie organisée à la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki, un film documentaire sur le parcours de l'homme de théâtre Djamel Bensaber, réalisé par Ali Aissaoui, a été présenté ainsi que des extraits des œuvres de l'homme de théâtre Ould Abderrahmane Kaki. Hamza Djaballah, représentant de la ministre de la Culture et des Arts,

M^{me} Soraya Mouloudji, a indiqué dans son allocution d'ouverture que «le Festival de théâtre amateur est l'une des plus anciennes manifestations culturelles théâtrales, non seulement à Mostaganem et à Alger, mais également en Afrique et dans le monde arabe. Il est digne d'être la vitrine culturelle du rayonnement et de l'authenticité de l'esprit artistique des enfants de la ville qui ont hérité ce legs culturel de génération en génération». La première journée de cette manifestation culturelle a vu la présentation du premier spectacle théâtral dans le cadre de la compétition, de l'association Mosaïque de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, ainsi que le lancement d'ateliers de formation au

profit de 140 jeunes et d'autres spectacles hors compétition dans le cadre du théâtre de rue. Les ateliers de formation concernent divers arts dramatiques et seront assurés par des professionnels du théâtre. Le directeur de la formation du festival, Sid Ahmed Kara, a souligné, dans ce sens, que cette formation de cinq jours vise à répondre aux besoins des jeunes et des étudiants souhaitant se former dans divers arts théâtraux, perfectionner leurs talents et transmettre les expériences aux stagiaires. Il est à noter que la 53^e édition du Festival culturel national du théâtre amateur de Mostaganem se poursuit jusqu'au 30 septembre courant.

Conférence à Tlemcen

Promotion du tourisme et protection du legs culturel sous diagnostic

Le rôle de la société civile dans la promotion du tourisme et la protection de l'héritage culturel a été le thème central d'une rencontre organisée lundi à la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» par l'Organisation nationale du tourisme et la sauvegarde de l'héritage culturel (bureau de Tlemcen), à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, célébrée le 27 septembre de chaque année. Les participants

à cette rencontre (enseignants universitaires, responsables d'associations et d'organisations culturelles) ont souligné le rôle important que peut jouer la société civile dans la promotion du tourisme et la sauvegarde de l'héritage culturel. Dans ce sens, la présidente de la rencontre, en l'occurrence l'enseignante universitaire Amel Yousfi, a indiqué que les participants à cette rencontre ont mis l'accent sur la nécessaire collaboration entre

l'université de Tlemcen et les associations actives dans le domaine du tourisme pour mettre en exergue le potentiel touristique de Tlemcen et son héritage culturel et ce qui la distingue par rapport à d'autres villes. De son côté, le président local de l'Organisation nationale de tourisme et de sauvegarde de l'héritage culturel, Bouayad Agha Fewzi, a indiqué que cette rencontre, première du genre organisée par son organisation

à Tlemcen, constitue un espace devant permettre à tous les acteurs dans ce domaine d'échanger leurs expériences et de renforcer le travail en commun, dans l'optique de valoriser le potentiel touristique local et national et œuvrer pour la sauvegarde de l'héritage culturel qui constitue l'identité nationale. Les intervenants lors de cette rencontre ont à l'unanimité souligné le rôle important que doit jouer la société civile (associations,

organisations) en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement des relations de partenariat et de travail commun entre tous les partenaires (université, directions de la culture et du tourisme et autres établissements touristiques privés). Cela permettra de créer un environnement adéquat pour la contribution au développement local et par conséquent touristique.

M. K.



Royaume-Uni

Le Labour recommence à y croire

■ Le chef de file des travaillistes britanniques, Keir Starmer, s'employait, hier, à convaincre que son parti est prêt à gouverner après des années de divisions intestines, encouragé par les sondages et les difficultés du gouvernement conservateur face à la crise économique.

Par Rosa C.

P oint d'orgue du congrès annuel du principal parti d'opposition au Royaume-Uni, le discours du dirigeant de 60 ans, centré sur un «plan pour une prospérité verte», intervient en pleines turbulences financières. Selon des extraits dévoilés à l'avance, Keir Starmer compte ainsi attaquer la nouvelle Première ministre conservatrice, Liz Truss, l'accusant d'avoir «perdu le contrôle de l'économie britannique».

L'annonce d'un plan massif de baisses d'impôts financé par la dette a fait plonger la livre à son plus bas niveau historique et fait monter les taux d'intérêt, désaveu des marchés qui s'ajoute à une impopularité déjà impor-

tante pour le premier mois de la dirigeante à Downing Street.

Malgré ce sombre tableau, le Labour, après 12 ans d'opposition, se rassemble à Liverpool dans l'allégresse et apparaît, dans sa critique unanime du gouvernement, plus uni qu'il ne l'a été depuis longtemps.

«Le sens une ambiance très positive ici, nous sommes unis», témoigne Mary Stiles, 75 ans, ancienne élue locale dans le centre de l'Angleterre, à mi-parcours de cette conférence annuelle du parti, qui doit s'achever aujourd'hui.

Les travaillistes se sentent plus proches du pouvoir que jamais. «Quand on a dit par le passé que le Labour était de retour, ça sonnait parfois un peu creux. Mais cette fois l'ambiance

est vraiment très bonne», a affirmé Ceri Powe, 31 ans, qui participe au congrès.

Après des débuts difficiles, M. Starmer, un centriste qui a succédé en 2020 au très à gauche Jeremy Corbyn, a progressivement rassemblé son parti derrière sa ligne et est porté par des sondages favorables ces derniers mois, donnant aux travaillistes une large avance face aux conservateurs.

Les débuts difficiles de Liz Truss, désignée par la base de son parti sur un programme très à droite, accentuent la tendance : le dernier en date, réalisé par l'institut YouGov, donne au Labour un écart de 17 points de pourcentage face aux Tories si les législatives se tenaient aujourd'hui, soit la plus grande avance depuis l'ère Tony Blair (1997-2007).

Mais les élections étant prévues au plus tard en janvier 2025, les travaillistes devront faire preuve de patience au moment où ils tentent de capitaliser sur la difficulté des conservateurs à apaiser la crise du coût de la vie qui secoue le pays.

En attendant, le parti, miné par les divisions ces dernières années, qui avaient atteint un pic sous la direction de M. Corbyn, dont le mandat avait été entaché d'accusations d'antisémitisme, veut montrer qu'il a tourné cette



sombre page, marquée en 2019 par sa pire défaite électorale.

Illustration de cette volonté : au premier jour de ce congrès, les travaillistes, peu habitués aux démonstrations patriotiques, ont chanté en chœur l'hymne national en hommage à la défunte reine Elizabeth II.

Dans son discours, Keir Starmer insistera sur le fait que le Parti travailliste est à nouveau un «parti ancré au centre», ramenant vers les années Tony Blair, et «le bras politique du peuple britannique», tentant ainsi d'effacer le fossé créé par le référendum sur le Brexit avec sa base ouvrière traditionnelle.

Dans cette optique, M. Starmer ne souhaite pas revenir sur l'accord de sortie de l'Union européenne conclu par les conservateurs, et affiche comme

priorités les enjeux économiques, de santé et de sécurité, plutôt que les débats sociétaux ou culturels.

Mais cette stratégie ne fait pas l'unanimité parmi les syndicats, alliés traditionnels du Labour. Dans un contexte de débrayages dans de nombreux secteurs, M. Starmer a demandé aux responsables du parti de ne pas s'afficher sur les piquets de grève, mettant à pied l'un d'entre eux qui avait outrepassé la consigne.

A Liverpool, certains membres du parti défendent cette position, souhaitant montrer que le parti est de nouveau prêt à gouverner. «Les adultes sont de retour», s'est ainsi félicitée Angela Briggs, 69 ans, directrice d'école à la retraite et assistant à la conférence pour la première fois. R. C.



Commentaire

Hydrocarbures

Par Fouzia Mahmoudi

S i l'Allemagne se présente depuis le début de la guerre en Ukraine comme l'un des plus grands soutiens de Kiev, malgré son énorme dépendance au gaz russe, visiblement toute la classe politique germanique ne partage pas le point de vue du gouvernement dans ce dossier. En effet, le président du parti conservateur allemand CDU, Friedrich Merz, s'est attiré cette semaine de nombreuses critiques après avoir dénoncé un supposé «tourisme social» des réfugiés ukrainiens qui ont fui leur pays face à l'invasion russe. Face au tollé, le chef de file de l'opposition allemande s'est excusé hier matin pour ces propos qui concernaient, selon lui, «exclusivement le manque d'enregistrement des réfugiés». La veille, dans le quotidien «Bild», il avait exprimé sa «grande inquiétude que la décision du gouvernement de passer du système d'indemnisation des demandeurs d'asile au système de versement de l'allocation-chômage entraîne des perturbations considérables». Selon le président de la CDU, qui vise la chancellerie en 2025, «nous assistons aujourd'hui à un tourisme social de ces réfugiés vers l'Allemagne, dont un grand nombre profite de ce système». Il avait notamment accusé des Ukrainiens de faire des allers-retours entre l'Ukraine et l'Allemagne pour toucher des aides. «Nous avons là un problème qui s'aggrave», a mis en garde Friedrich Merz, dont le parti est en tête des sondages devant les Verts et le SPD d'Olaf Scholz. Près d'un million de réfugiés fuyant l'Ukraine après l'invasion russe débutée il y a sept mois ont été enregistrés en Allemagne, même si «un nombre considérable d'entre eux n'est pas resté dans le pays», avait indiqué le 23 août le ministère de l'Intérieur. Ces déclarations ont suscité des critiques, en particulier au sein du gouvernement. «Faire du buzz sur le dos des femmes et des enfants ukrainiens qui ont fui les bombes et les chars de Poutine est minable», a ainsi asséné sur le site de «Bild» la ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser. «Si des personnes font la navette entre l'Allemagne et l'Ukraine, parfois au péril de leur vie, ce n'est pas du tourisme social. Peut-être s'agit-il simplement d'inquiétude pour des proches, un mari ou un père, ou pour sa propre patrie ?», a abondé sur Twitter le ministre de la Justice, Marco Buschmann. «Les propos sur le tourisme social détruisent la cohésion que nous avions jusqu'à présent dans le soutien à l'Ukraine et l'accueil des réfugiés. Ceux qui tiennent de tels propos ont un sens des responsabilités et une empathie nuls», a de son côté regretté le président de la commission des Affaires étrangères du Bundestag, Michael Roth. Le quotidien populaire «Bild» a lui accusé Friedrich Merz de «populisme sur le dos des plus faibles» à quelques jours d'une élection régionale. Il est vrai, néanmoins, que l'Allemagne est depuis le début de la crise ukrainienne dans une position des plus inconfortables du fait de son besoin énergétique comblé essentiellement de la Russie. Récemment encore, Vladimir Poutine menaçait les Européens de couper le gaz. Une menace prise très au sérieux et qui inquiète surtout ceux qui, à l'arrivée de l'hiver, ont un besoin incontournable des hydrocarbures fournies par Moscou. Une partie de l'opinion allemande pourrait-elle être tentée d'encourager ses dirigeants à se montrer moins hostiles face au Kremlin, ou les Allemands supporteront-ils sans broncher les conséquences de leur politique internationale ?

F. M.

Assaut du Capitole

Une figure de l'extrême droite américaine jugée pour «sédition»

P lus de 20 mois après l'assaut contre le Capitole américain, un procès très attendu à Washington, où plusieurs membres de la milice d'extrême droite Oath Keepers, dont son fondateur Stewart Rhodes, devront répondre de «sédition».

Connu pour son cache-ciel et ses discours enflammés, cet ancien militaire comparaitra avec quatre co-accusés pendant cinq semaines dans un tribunal fédéral situé à quelques encablures du siège du Congrès.

Le 6 janvier 2021, ils avaient attaqué le temple de la démocratie américaine avec un millier d'autres partisans de Donald Trump, au moment où les élus certifiaient la victoire du démocrate Joe Biden à la présidentielle. Depuis ce coup de force, plus de 870 personnes ont été arrêtées et une centaine ont échappé de peines de prison, notamment les auteurs de violences contre les policiers. Mais jamais, jusqu'ici, personne n'a eu à se défendre de «sédition».

Ce chef d'inculpation, qui émane d'une loi adoptée après la guerre de Sécession pour réprimer les derniers rebelles sudistes, «peut être difficile à

prouver», explique Barbara McQuade, une ancienne procureure fédérale aujourd'hui professeure de droit à l'université du Michigan.

Passible de 20 ans de prison, il implique d'avoir planifié l'usage de la force pour renverser le gouvernement ou s'opposer à une de ses lois. Il se distingue de l'insurrection, au caractère plus spontané.

«Il y a également une connotation de déloyauté envers le pays, pas seulement contre certains acteurs gouvernementaux», relève Barbara McQuade. Pour elle, toutefois, le «mobile est clair dans ce dossier, où l'attaque visait clairement les élus au Congrès».

Ce chef d'accusation a été très peu utilisé : la dernière condamnation pour sédition a été prononcée en 1998 contre des militants islamistes responsables d'un attentat à la bombe contre le World Trade Center à New York cinq ans plus tôt.

Dans le dossier de l'assaut du Capitole, les procureurs l'ont retenu contre une quinzaine de personnes seulement, tous membres de deux groupes paramilitaires d'extrême droite, les Oath Keepers et les Proud Boys.

Stewart Rhodes et quatre responsables régionaux de sa milice – Kelly Meggs, Thomas Caldwell, Jessica Watkins, Kenneth Harrelson – sont les premiers à être jugés à ce titre.

Leur procès débute par la sélection de douze jurés parmi un panel de 120 citoyens.

Selon l'acte d'accusation, «ils ont comploté afin de s'opposer par la force au transfert légal du pouvoir présidentiel».

Concrètement, Stewart Rhodes est accusé d'avoir commencé à rallier ses troupes dès novembre 2020. «On ne va pas s'en sortir sans guerre civile», leur écrivait-il deux jours après la présidentielle sur une message-rie cryptée.

Dans les semaines suivantes, il a, selon les procureurs, dépensé des milliers de dollars pour acheter des appareils de vision nocturne, des armes et des munitions, tandis que ses complices organisaient des entraînements «au combat non conventionnel» et les transports jusqu'à Washington.

Le port d'armes étant strictement régulé dans la capitale, ils sont accusés d'avoir stocké une partie de leur arsenal en banlieue proche dans l'idée d'y avoir recours ultérieurement.



Amical (U20)

L'Algérie et le Soudan se neutralisent

L'équipe algérienne de football des moins de 20 ans (U20) a fait match nul, lundi, face à son homologue soudanaise (1-1), en match amical préparatoire disputé au stade Omar-Benrabah de Dar El-Beïda (Alger), en vue des prochaines échéances. Il s'agit de la seconde opposition entre les deux équipes, après une première rencontre disputée vendredi au même lieu et remportée largement par les Algériens sur le score de 5 à 0. Dirigée sur le banc par Mohamed Lacette, la sélection

algérienne sera au rendez-vous avec le tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) prévu du 15 au 25 octobre prochain en Egypte, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 prévue dans le même pays. L'Algérie entamera le tournoi de l'UNAF le mardi 18 octobre face à la Libye au stade de Suez, avant de défilier le Maroc le vendredi 21 octobre, puis la Tunisie le lundi 24 octobre. Le premier de ce mini-championnat se qualifiera pour la CAN-2023.

Sanctions de la LFP

Le vice-président du MCEB suspendu jusqu'à son audition

Le vice-président du MC El-Bayadh, Mohamed Sahel, a été suspendu jusqu'à son audition lors de la séance du lundi 3 octobre 2022, a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) lundi sur son site officiel. L'entraîneur-adjoint de la formation d'El-Bayadh, Khaled Meftah, a écopé de la même sanction et sera également auditionné le 3 octobre, précise la même source, sans donner les raisons de cette suspension.

Le club s'est vu infliger une amende de 60 000 dinars pour «utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive)». De son côté, l'actuel leader provisoire du

championnat, le CS Constantine, a écopé d'une mise en garde et une amende de 100 000 dinars pour «utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur le terrain (1^{re} infraction)». La même sanction a été infligée au nouveau promu, l'USM Khenchela. L'ES Sétif devra s'acquitter d'une amende de 60 000 dinars pour «utilisation de fumigènes dans les tribunes (récidive)». Enfin, l'ASO Chlef a écopé de 50 000 dinars d'amende pour «absence du tableau d'affichage», en plus d'une mise en garde et 50 000 dinars d'amende pour «pénétration d'un supporteur sur le terrain».

Coupe d'Algérie 2022-2023

Les 1/32^{es} de finale fixés aux 25 et 26 novembre

La Coupe d'Algérie de football 2022-2023, gelée depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19, signera son retour en novembre prochain avec le déroulement des 1/32^{es} de finale, qui verra l'entrée en lice des pensionnaires de la Ligue 1 professionnelle, a annoncé la Ligue nationale de football amateur (LNFA) lundi sur son site officiel. L'épreuve populaire démarrera quelques jours plus tôt avec le déroulement des matchs de l'avant-dernier tour régional (4-5 novembre), suivi une semaine plus tard par le dernier tour régional (11-12 novembre). Le tirage au sort des 1/32^{es} et 1/16^{es} de finale aura lieu le mardi 15 novembre. Les rencontres des 1/16^{es} de finale sont programmées les vendredi 9 et samedi 10 décembre, alors que le tirage au sort des 1/8^{es} et 1/4 de finale est prévu le mardi 13 décembre. Les 1/8^{es} de finale se dérouleront le mardi 27 décembre, avant

que la compétition n'observe un arrêt jusqu'au mois d'avril 2023 avec la programmation des 1/4 de finale (vendredi 7 avril - samedi 8 avril). Le tirage au sort des demi-finales est fixé au mardi 18 avril, suivi moins d'un mois plus tard par le déroulement des demi-finales (mardi 9 mai). «La Fédération algérienne (FAF) a saisi dimanche les ligues, les informant de sa décision et en leur communiquant les dates des tours éliminatoires ainsi que les quotas de chaque ligue régionale pour le tour national. Dans cette correspondance, la FAF a annoncé le lancement prochain d'un site WEB entièrement dédié à cette compétition nationale», précise la même source. Pour rappel, l'édition 2019-2020 avait été interrompue en quarts de finale, alors que celle de 2021 a été annulée et remplacée par la Coupe de la Ligue professionnelle remportée par la JS Kabylie.

23^e Championnat arabe des clubs de basket-ball Dames/Quarts de finale

Défaite du GS Cosider contre Al Fuheis

Les joueuses algériennes du GS Cosider ont perdu contre la formation jordanienne d'Al Fuheis 55-78, mi-temps (28-50) en quarts de finale du Championnat arabe des clubs de basket-ball (dames), lundi, à Nabeul (Tunisie). Un peu plus tôt dans la journée, le club égyptien de Smouha s'est qualifié pour les demi-finales en battant Al-Orthodoxy de Jordanie sur le score 87-53. Deux autres matchs sont au programme des

quarts de finale : Club Beyrouth (Liban) - Al Sharjah (Emirates arabes Unis) et ES Cap-bon (Tunisie) - Al Thawra (Syrie). Lors de la phase de poules, les Algériennes du GS Cosider ont obtenu la deuxième place du groupe B avec trois succès enregistrés devant Al-Orthodoxy (Jordanie) 67-62, Al Athawra (Syrie) 61-53 et Al Hilal (Tunisie) 71-53 contre une défaite concédée contre le Club Beyrouth (Liban) 50-69.

EN A'

Bougherra a peur d'une autre «saignée»

■ L'entraîneur de la sélection nationale des joueurs locaux (A'), Madjid Bougherra, a indiqué, à Oran, qu'il avait peur que d'autres joueurs partent à l'étranger lors du prochain mercato hivernal, au moment où la sélection s'appête à participer au Championnat d'Afrique des joueurs locaux (CHAN) que l'Algérie accueillera en janvier prochain.



Le coach national perturbé

Par Mahfoud M.

«**M**on principal souci est de voir certains de mes joueurs partir à l'étranger lors du prochain mercato hivernal, ce qui va les priver du CHAN. C'est devenu d'ailleurs une habitude pour moi de travailler avec un groupe de joueurs avant de me retrouver dans l'obligation de faire appel à d'autres après chaque mercato, car il y a toujours des départs vers l'étranger au sein de mon effectif», a déclaré Bougherra à la presse, à son arrivée avec son équipe à Oran pour affronter la sélection du Soudan en amical, jeudi (20h00) au stade «Miloud-Hadefi». Rien que pour le précédent mercato estival, Bougherra a perdu les

services de pas moins de cinq joueurs qui ont choisi d'aller monnayer leurs talents à l'étranger. Il s'agit de Samy Frioui, Réda Bensayah, Hamza Mouali, Nadir Benbouali et Abderrahim Deghmoum. Le même scénario s'est produit la saison passée avec d'autres éléments, considérés comme des joueurs-clés de la sélection A', à l'image d'Adem Zorgane, Abdelkhar Kadri, Amir Sayoud et Bilal Messaoudi, pour ne citer que ceux-là. S'exprimant sur le tirage au sort qui aura lieu le 1^{er} octobre à Alger, l'ancien capitaine des Verts a estimé que toutes les équipes, au nombre de 16, «partiront à chances égales», insistant sur la nécessité de «respecter tous les adversaires». «Chaque match sera une finale pour nous. L'essentiel est

d'être prêts pour ce rendez-vous qu'on va aborder avec la ferme intention de triompher», a-t-il poursuivi. Il a, en outre, évoqué l'arrivée de son ancien coéquipier en équipe nationale, Karim Matmour, au sein de son staff technique, saluant ce renfort duquel il attend énormément, «surtout que Matmour a un vécu dans le football allemand, ce qui devrait nous servir Mesbah et moi qui avons fait les écoles italienne et française respectivement», a-t-il encore expliqué. Avant d'affronter le Soudan, la bande à Bougherra a donné la réplique à la sélection du Nigeria (A), vendredi passé au stade «Chahid Hamlaoui» de Constantine, dans un match amical soldé par un nul (2-2).

M. M.

France

Clap de fin pour Belaili à Brest ?

L'information, si elle venait à être confirmée, pourrait avoir l'effet d'une bombe. Youcef Belaili serait en instance de départ immédiat du Stade Brestois suite à la rupture de son contrat.

La rumeur a commencé à émerger dans les cercles initiés lors des deux dernières semaines, après qu'il soit resté sur le banc face au Paris SG. Elle a pris plus de poids ces dernières heures, puisque plusieurs sources tendent à confirmer qu'il existe bel et bien une affaire Belaili du côté de Brest. Notre confrère Said Fellak a indiqué sur son compte Twitter que le contrat de l'international algérien avec le Stade Brestois serait rompu avec l'ambition pour le

joueur de rejoindre le Golfe. Selon nos informations, les motivations de cette rupture de contrat seraient disciplinaires, motivant une faute grave suite à plusieurs situations où l'ancien meneur de jeu du MC Oran se serait montré fautif. Parmi ces situations, le média local «Le Télégramme» a indiqué que le joueur aurait refusé de s'entraîner et de disputer des matchs avec l'équipe réserve évoluant en National 3 (NDLR : cinquième division française). Lors du dernier match à domicile, le joueur s'est directement rendu aux vestiaires seul, évitant ainsi de s'asseoir sur le banc en compagnie de ses coéquipiers suite à sa sortie par Michel Der Zakarian. L'ensemble de ses actions

étalées dans le temps montrent, selon des sources proches du club, un certain spleen traîné depuis plusieurs par l'Oranais qui a pourtant signé un nouveau contrat d'un an avec la formation finistérienne. Contacté, l'entourage du joueur n'a pour l'instant pas nié l'information faisant état de cette rupture de contrat. Pour l'instant, la motivation de cette rupture de contrat n'a pas fuité. De son côté, le Stade Brestois s'est refusé à toute communication officielle jusqu'à présent. L'attaquant âgé de 30 ans est apparu pour la dernière fois sous le maillot brestois le 4 septembre dernier face au RC Strasbourg (1-1). Les prochaines heures pourraient s'avérer décisives...

Dzfoot.com

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

La montée de l'extrême droite en Europe

AU MOINS
ON PASSERA
L'HIVER AU CHAUD!



Wanis

Djalou@hotmail.com



جائزة رئيس الجمهورية للأدب و اللغة الأمازيغية
ARRAZ N USELWAY N TIGDUDA N TSEKLA D TUTLAYT N TMAZIIT
ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⴷⵓⵏⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⴷⵓⵏⵜ
PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA LITTÉRATURE ET LA LANGUE AMAZIGHES

APPEL À CANDIDATURE

3^{ème} édition

Crée en vertu du décret présidentiel n° 20-288 du 19 août 2020, Le Prix du Président de la République de littérature et de langue amazighe est organisé par le Haut Commissariat à l'Amazighité et vise à encourager la recherche et la production en langue et littérature amazighe ou traduites vers elle, et récompense les meilleurs travaux réalisés individuellement ou collectivement dans les catégories suivantes :

1 Linguistique
Études réalisées en langue amazighe et, si nécessaire, en d'autres langues, concernant l'aménagement linguistique amazigh, la terminologie, le lexique, les règles syntaxiques...

3 Patrimoine culturel amazigh
Travaux de terrain traitant de la collecte du patrimoine culturel immatériel amazigh dans toutes ses variantes.

2 Littérature et Traduction
Œuvres créatives écrites en langue amazighe ainsi que celles traduites vers elle à partir des différentes langues, qu'il s'agisse de la littérature algérienne ou universelle, dans les genres suivants : le roman, les recueils de nouvelles, les œuvres théâtrales et les textes poétiques.

4 Technologie et Numérique
Réalizations et projets visant à introduire des contenus et des données scientifiques et littéraires amazighes dans le monde des technologies modernes et du numérique.

DOTATIONS DANS CHAQUE CATEGORIE

Premier Prix: 1.000.000 DA
Deuxième Prix: 500.000 DA
Troisième Prix: 250.000 DA

DATE LIMITE DE CANDIDATURE
26 Novembre 2022 est la date limite des candidatures sur le formulaire [www.https://arraz.hcamazighite.dz/fr/form](https://arraz.hcamazighite.dz/fr/form). Passé ce délai, le dépôt des oeuvres sera clôturé.


COMMENT CANDIDATER?
sur la plateforme numérique: [www.https://arraz.hcamazighite.dz/fr/form](https://arraz.hcamazighite.dz/fr/form). lisez et approuvez le règlement du Prix pour avoir accès au formulaire en ligne. Pensez à scanner votre pièce d'identité avant de remplir le formulaire. Le document PDF de l'oeuvre ne doit, en aucun cas, porter le nom du candidat.

ATTRIBUTION DES PRIX
L'attribution des Prix, après décision souveraine du Jury, intervient à l'occasion des festivités officielles du nouvel an amazigh, Amenzu n yennayer, coïncidant avec le 12 janvier 2023.

www.hcamazighite.dz arraz@hcamazighite.dz



الجانحة السامية للأمازيغية
ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵎⴰⴷⵓⵏⵜ
ASQAMU UNNIG N TIMMUZZA



ANEP GRATUIT 0103 — Le Jour d'Algérie - N° 5737 - Mercredi 28 septembre 2022

الطبعة
21 الجزائر
SITEV
الصالون الدولي للسياحة والسفر

تحت الرعاية السامية للسيد الوزير الأول
وزارة السياحة والصناعة التقليدية
تنظم بالتعاون مع المركز الدولي للتجارة الجزائر

WORLD TRADE CENTER
ALGERS



www.sitev.dz

20 02 29
22 أكتوبر | سبتمبر
قصر المعارض/الصنوبر البحري

برعاية



شركاؤنا



ANEP GRATUIT 0120 — Le Jour d'Algérie - N° 5737 - Mercredi 28 septembre 2022